

Le mouvement barelvi : du soufisme au terrorisme

Olivia Hyvrier

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2021/3 Automne** , PAGES 161 À 172
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037303103

DOI 10.3917/pe.213.0161

Date de mise en ligne : 10/09/2021

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2021-3-page-161?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Le mouvement barelvi : du soufisme au terrorisme

Par **Olivia Hyvrier**

Olivia Hyvrier est commissaire de police. Elle a précédemment travaillé pour la Commission européenne et pour l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Elle a vécu pendant plusieurs années au Pakistan¹.

Le barelvisme a été créé au début du xx^e siècle par Ahmad Riza Khan. Il s'agissait à l'origine d'un mouvement religieux soufi qui s'est peu à peu politisé. Ses membres militent pour l'islamisation de la société, tout en s'opposant à d'autres groupes inspirés du wahhabisme. Après les attentats du 11 Septembre, le soufisme a été présenté comme une alternative à l'islam radical. Néanmoins, une fraction des barelvis a elle-même basculé dans le terrorisme et cette violence a fini par toucher l'Europe.

politique étrangère

Le 25 septembre 2020, une attaque à l'arme blanche fait deux blessés graves devant les anciens locaux de *Charlie Hebdo* à Paris. Quelques jours plus tard, lors d'une conférence de presse, le procureur antiterroriste Jean-François Ricard explique que l'auteur de l'attaque commise est un Pakistanais qui n'a fait allégeance à aucun groupe terroriste². Le magistrat évoque une vidéo dans laquelle le suspect annonce vouloir se venger des caricatures du Prophète, et dédie son acte à son guide spirituel Ilyas Qadri, leader d'une importante organisation barelvie pakistanaise : Dawat-e-islami (DI). Avant les faits, l'individu a également abondamment visionné des vidéos de Khadim Hussain Rizvi, chef du parti islamiste radical pakitanais barelvi, le Tehreek-e-Labbaik Pakistan (TLP).

Concomitamment, au Pakistan, la question des caricatures – republiées par *Charlie Hebdo* à l'occasion du procès des attentats de janvier 2015 – provoque de graves tensions diplomatiques entre la France et le Pakistan,

1. L'auteur s'exprime ici à titre personnel ; ses propos n'engagent aucune institution.

2. « Attentat devant l'ancien siège de "Charlie Hebdo" : ce qu'il faut retenir de la conférence du procureur antiterroriste », *France Info*, 29 septembre 2020, disponible sur : francetvinfo.fr (consulté le 17 juin 2021).

sous la pression du même parti. En septembre et octobre 2020, d'importantes manifestations anti-françaises sont organisées par le TLP, d'abord à l'occasion de la nouvelle publication des dessins satiriques jugés blasphématoires, puis après l'assassinat de Samuel Paty, en réaction à la revendication par le président français d'un « droit de caricaturer ».

Le 24 octobre, le chef du parti radical appelle le gouvernement pakistanais à déclarer le djihad contre la France et à lancer la bombe atomique sur ce pays³. Dans la foulée, le Premier ministre pakistanais Imran Khan convoque l'ambassadeur de France, accusant Paris de mener une « campagne islamophobe systématique sous couvert de liberté d'expression ». Le 16 novembre, après trois jours de blocage à Islamabad, le TLP revendique la signature d'un accord avec le gouvernement pakistanais, aux termes duquel une motion d'expulsion de l'ambassadeur de France serait soumise au Parlement sous trois mois⁴. Le TLP s'engage en retour à mettre fin au blocage du pays. Ce premier épisode de tensions prend

La France recommande à ses ressortissants de quitter le Pakistan

fin avec la mort de Khadim Hussain Rizvi. Le jour des funérailles du leader du TLP, le ministère français des Affaires étrangères condamne les propos de la ministre des Droits de l'homme pakistanaise Shireen Mazari, qui affirme dans un tweet que « Macron fait aux musulmans ce que les nazis infligeaient aux Juifs ».

L'affaire connaît un rebondissement en février 2021 : le chargé d'affaires⁵ du Pakistan en France est convoqué au Quai d'Orsay à la suite des déclarations du président pakistanais, critiquant le projet de loi français sur le séparatisme. Au printemps, la tension entre les deux pays remonte après l'interpellation le 12 avril 2021 de Saad Hussain Rizvi, fils du fondateur du TLP et nouveau chef du parti. Il est arrêté, en vertu de la loi antiterroriste pakistanaise, pour avoir appelé à une marche sur Islamabad afin d'obtenir l'expulsion de l'ambassadeur de France. Le TLP orchestre de nouvelles manifestations extrêmement virulentes, ainsi qu'une campagne anti-française. Sur Twitter, le *hashtag* #FrenchLeavePakistan (« Français, quittez le Pakistan ! ») est partagé plus de 40 000 fois.

3. « Pakistani Politician and Islamic Scholar Allama Khadim Hussain Rizvi Calls on Pakistani Government To Use the Atom Bomb, in the Wake of the Charlie Hebdo Cartoons Affair », *Memri TV*, disponible sur : www.memri.org (consulté le 29 juin 2021).

4. L'existence d'un tel accord n'a pas été confirmée par le gouvernement d'Imran Khan.

5. Aucun ambassadeur n'ayant été nommé depuis le départ du précédent ambassadeur, Moin-ul-Haque, en août 2020.

Le 15 avril, la France recommande à ses ressortissants et entreprises de quitter temporairement le pays. Le lendemain, le ministre de l'Intérieur assure aux Français que le Pakistan maîtrise la situation. Imran Khan explique le 17 avril, dans un tweet, ne pas avoir interdit le TLP parce qu'il était en désaccord avec ses méthodes mais pas avec ses motivations. Lors de confrontations avec les manifestants du TLP le jour suivant, sept policiers sont enlevés, quatre tués et une centaine blessés. Le 20 avril, le gouvernement accepte que soit discutée au Parlement l'expulsion de l'ambassadeur de France, ce qui met fin à la vague de protestations. La résolution déposée par le Pakistan Tehreek-e-Insaf (parti du Premier ministre) en vue de former un comité dédié à cette question au Parlement est rejetée par les partis d'opposition, ce qui clôt ce nouvel épisode.

Le point commun entre ces deux événements – l'attentat terroriste du 25 septembre 2020 à Paris et la crise diplomatique entre Paris et Islamabad de 2020-2021 – est donc le barelvisme, un courant soufi de l'islam sunnite très populaire au Pakistan, auquel appartiendrait environ la moitié de la population pakistanaise⁶. Or le soufisme a volontiers été présenté – notamment dans le contexte de la « guerre contre le terrorisme » – comme une forme modérée de l'islam, susceptible de représenter une alternative à l'islam radical et au terrorisme.

Pour comprendre comment ce courant soufi a pu engendrer un mouvement aussi radical que le TLP, il faut revenir sur la naissance du barelvisme en tant que doctrine religieuse, sur sa politisation et enfin sur son ambivalence par rapport au terrorisme.

Le barelvisme : naissance d'une doctrine religieuse soufie

Le barelvisme incarne une synthèse originale entre rationalisme et soufisme, deux tendances *a priori* difficilement conciliables, dans un contexte de réformisme musulman. Le 2 août 1858, le *Government of India Act* marque le début de l'époque coloniale britannique en Asie du Sud. La perte du pouvoir au profit d'une puissance occidentale chrétienne, après plusieurs siècles de domination musulmane moghole, est associée par beaucoup de contemporains musulmans au déclin de la pratique religieuse. L'idée se répand que, s'ils avaient été de meilleurs fidèles, les

6. Estimation mentionnée dans T. Ahmad, M. S. Shahid, « Institutionalization of Sufi Islam after 9/11 and Rise of Bareilvi Extremism in Pakistan », *Pakistan Journal of Society, Education and Language*, vol. 2, n° 1, 2016, p. 33-53, p. 35. La même estimation apparaît dans A. Basit, « Bareilvi Political Activism and Religious Mobilization in Pakistan: The Case of *Tehreek-e-Labaik Pakistan* (TLP) », *Politics, Religion & Ideology*, vol. 21, n° 3, 2020, p. 378.

musulmans auraient mieux résisté à la domination extérieure⁷. C'est dans ce contexte que de nombreux courants réformistes musulmans voient le jour en Asie du Sud.

Parmi ceux-ci, les plus importants sont les mouvements deobandi et Ahl-e hadith. Le deobandisme met l'accent sur le retour à une pratique rigoriste de l'islam (la « voie droite »), s'appuyant sur la responsabilité individuelle, les pratiques locales étant considérées comme dévoyées par les traditions populaires – en particulier soufies –, telles que le recours à l'intercession et au culte des saints. La doctrine deobandi s'appuie sur les hadiths (paroles du Prophète) et implique la stricte reconnaissance de l'unicité de Dieu (*tawhid*). Ce courant a inspiré aussi bien le mouvement missionnaire piétiste Tablighi Jamaat que les talibans afghans ou pakistanais. Ahl-e Hadith prône, quant à lui, un retour aux sources directes de l'islam et à la tradition, et rejette le recours aux écoles juridiques. Il est aussi très virulent à l'égard des croyances et pratiques soufies. Ces deux mouvements sont considérés comme proches du wahhabisme.

Le courant barelvi se construit en parallèle et en opposition au deobandisme et à Ahl-e Hadith. Il se réclame de la Tradition (*Sunna*), raison pour laquelle il est appelé Ahl-e Sunnat Wal Jamaat (les adeptes de la tradition et de la communauté), Ahl-e Sunnat ou plus simplement barelvi du nom de la ville de naissance (Bareilly) d'Ahmad Riza Khan, son fondateur. La singularité du mouvement barelvi tient à sa double nature. Ahmad Riza Khan (1856-1921), qui a reçu un enseignement rationaliste et a été le disciple d'un maître soufi, fait en quelque sorte la synthèse entre les deux approches, sa force étant de s'appuyer sur des arguments rationalistes pour défendre les pratiques soufies⁸.

Ce qui caractérise le soufisme⁹, dont les barelvis se réclament, c'est sa dimension mystique et la place qu'il accorde à la contemplation et la spiritualité. Les soufis privilégient une approche passant par l'émotion et l'imagination pour atteindre la conscience de Dieu, plutôt qu'une approche rationaliste. Les soufis sont organisés en confréries (*tariqah*), autour de maîtres spirituels (*pir*) dont l'ascendance est réputée remonter au Prophète Mahomet. Les trois confréries soufies les plus importantes en Asie du Sud (Qadiriyya, Naqshbandiyya et Chishtiyya) constituent de véritables structures sociales, et le soufisme transcende l'appartenance à

7. U. Sanyal, *Ahmad Riza Khan Bareilwi: In the Path of the Prophet*, Oxford, Oneworld, 2006, p. 19.

8. U. Sanyal, « Ahmad Riza Khan Bareilwi », in M. Gaborieau, G. Kramer, J. Nawas et E. Rowson (dir.), *Encyclopaedia of Islam*, 3^e édition, Leiden, Brill, p. 71-75.

9. « Sufism » in J. Esposito (dir.), *The Oxford Dictionary of Islam*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

une école de pensée religieuse ou à une classe sociale. L'affiliation des barelvis au soufisme se traduit par l'organisation des disciples autour de guides spirituels, par le fait qu'ils justifient le culte des saints soufis, qu'ils célèbrent l'anniversaire de leur mort (*urs*) et qu'ils vénèrent leurs tombes et leurs sanctuaires. Or ces pratiques religieuses, populaires dans les milieux ruraux, sont condamnées par les autres courants réformistes qui considèrent qu'elles entachent la pureté de l'islam originel.

Les barelvis attribuent également un statut particulier au Prophète Mahomet, qu'ils placent au centre de leur foi et de leur pratique. Pour eux, le Prophète précède Adam et la création du monde lui-même, dans la mesure où il est issu directement de la lumière de Dieu (*nur*). Vivant, même dans sa tombe, il joue un rôle d'intercesseur entre le fidèle et Dieu, non seulement après la mort – au jugement dernier – mais également tout au long de la vie¹⁰. Les barelvis croient également que le Prophète a la connaissance de l'invisible et célèbrent chaque année son anniversaire (*milad*). Ces dogmes sont considérés par les autres courants réformistes comme hérétiques.

En dépit de leurs divergences doctrinales, les courants réformistes et barelvis, au départ exclusivement religieux, suivent un parcours similaire de politisation.

La politisation du mouvement barelvi

Mouvement religieux, le barelvisme évolue vers un véritable projet politique, un « islamisme » défini par Olivier Roy comme « un système politique totalisant qui gèrerait tous les aspects de la société et de l'économie, en s'appuyant sur les seuls fondements de l'islam »¹¹. Il parvient ainsi à synthétiser soufisme et islamisme, ce qu'Alix Philippon condense dans le terme de « *soufislamisme*¹² ».

Alors même qu'il envisage son mouvement comme essentiellement religieux, Ahmad Riza Khan amorce le virage politique du mouvement par ses prises de position. Il se prononce ainsi – pour des raisons doctrinales – en faveur de la création d'un État à part entière pour les musulmans, lors des débats entre Congrès national indien et Ligue musulmane¹³. De plus,

10. U. Sanyal, *Ahmad Riza Khan Barelwi: In the Path of the Prophet*, op.cit., p. 96-100.

11. O. Roy, *Généalogie de l'islamisme*, 2^e édition, Paris, Hachette Littératures, coll. « Pluriel », 2001, p. 7.

12. Expression créée par Alix Philippon dans sa thèse « *La politique du PIR. Du soufisme au soufislamisme : recomposition, modernisation et mobilisation des "confréries" au Pakistan* », cité dans A. Philippon, *Soufisme et politique au Pakistan*, Paris, Karthala - Sciences Po Aix, 2011, p. 18.

13. M. A. Qadri, S. Qadri et L. Ahsan, « The Role of *Ahle Sunnat Wa Jamaat* (Barelvi/Sufi School of Thought) in the Creation of Pakistan », *Research on Humanities and Social Sciences*, vol. 6, n° 5, 2016.

lors du Khilafat, mouvement lancé en 1919 contre le démantèlement de l'empire ottoman et lors du mouvement de non-coopération lancé par Gandhi dans les années 1920-1922, il se positionne contre un front uni musulmans/hindous. Les musulmans ne doivent pas, selon lui, rechercher l'aide de non-musulmans dans la poursuite d'objectifs religieux¹⁴. Pour autant, le fondateur du barelvisme ne trouve pas de justification religieuse à l'agitation anti-britannique qui voit le jour au début du xx^e siècle en Inde.

Après la mort d'Ahmad Riza Khan et la création du Pakistan en 1947, les barelvis se constituent progressivement en entités politico-religieuses¹⁵. Cette politisation, réalisée en parallèle des autres groupes réformistes, s'accompagne d'une compétition avec ceux-ci, marquée par

Les barelvis se constituent en entités politico-religieuses

une surenchère religieuse et une dilution en de multiples organisations. Après 1947, les barelvis, qui estiment avoir joué un rôle décisif dans la fondation de l'État pakistanais, souffrent d'un manque de reconnaissance. Ils réagissent en fondant, en 1948, le premier parti politique barelvi, le Jamiat-e Ulema-e Pakistan (JUP), qui se retrouve rapidement en concurrence avec les partis fondés par les autres mouvements réformistes, le Jamiat Ulema-e-Islam (JUI) et le Jamaat-e-Islami (JI) pour les deobandis et le Jamiat-e Ulama-e Ahl-e Hadith (JUAH) pour les partisans d'Ahl-e Hadith. Le JUP perd du terrain dans les années 1950, qui voient les deobandis asseoir leur influence au cours de la campagne anti-ahmadis – minorité que les mouvements réformistes veulent exclure de l'appareil étatique en tant que « non musulmans¹⁶ ».

Les années 1970 constituent un premier tournant : le JUP développe un véritable programme d'islamisation de la société. De plus, il est légitimé par son succès aux élections législatives de 1970 (sept sièges), et devient à ce titre une « force politique reconnaissable¹⁷ ». L'arrivée d'un chef charismatique en 1973 dynamise le parti. Shah Ahmed Noorani parvient à peser dans les négociations autour de la constitution de 1973 et lors d'un nouvel épisode anti-ahmadis, en 1974, au sein de l'« Association pour la protection de la finalité de la prophétie ». Celle-ci organise de violentes

14. U. Sanyal, *Ahmad Riza Khan Bareilwi: In the Path of the Prophet*, op.cit. p. 80.

15. A. Basit, « Bareilvi Political Activism and Religious Mobilization in Pakistan: The Case of Tehreek-e-Labaik Pakistan (TLP) » in *Politics, Religion & Ideology*, op.cit., p. 380.

16. La *ahmadiyya* est une secte de l'islam fondée vers 1890 par Mirza Ghulam Ahmad. Les ahmadis ont été l'objet de campagnes très virulentes en 1953, 1974 et 2017.

17. M. Waseem, *Politics and the State in Pakistan*, 2^e édition, Islamabad, National Institute of Historical and Cultural Research, 1994, p. 249.

émeutes qui font plier le gouvernement de Zulfikar Ali Bhutto (Pakistan People's Party – PPP), qui finit par adopter un amendement constitutionnel anti-ahmadis. Malgré un succès croissant, les barelvis apparaissent de plus en plus divisés.

Les groupes militants deobandis sont les champions du régime du dictateur Zia-ul-Haq, arrivé au pouvoir en 1977. Il les instrumentalise à la fois pour contrer l'activisme chiite (soutenu par l'Iran) à l'intérieur du pays et pour former des groupes combattants utilisés contre les Indiens au Cachemire et contre les Soviétiques en Afghanistan. Dans ce contexte d'influence croissante du wahhabisme, les madrasas deobandi se multiplient et devancent en nombre les madrasas barelvi. Les violences sectaires explosent dans le pays, dont soufis et chiites font les frais. De leur côté, les deobandis gomment tout lien avec la tradition soufie, de peur de susciter la réprobation de l'allié saoudien¹⁸.

Les barelvis connaissent alors une période de déclin doublée d'un sentiment d'exclusion. Ils réagissent par la création de multiples groupes et partis politiques dans les années 1980, qui couvrent un large spectre politique. Parmi eux, le courant le plus moderniste est le Minhaj-ul-Quran (MUQ), avec sa branche politique le Pakistan Awami Tehreek (PAT). Le Dawat-e-Islami (DI) – organisation missionnaire barelvie, théoriquement apolitique et non violente –, est fondé pour concurrencer le succès croissant d'un autre mouvement prosélyte en plein essor, le Tablighi Jamaat. Deux organisations sectaires, le Alami Tanzeem Ahl-e-Sunnat (ATAS) et le Sunni Tehreek (ST) voient également le jour. Le ST, à la fois sectaire et violent, a pour vocation de lutter contre la mainmise des courants deobandi et wahhabi sur les mosquées et madrasas. Sorte de bras armé barelvi, il est suspecté d'exactions contre deux autres groupes sectaires, le Sipah-e-Sahaba Pakistan (deobandi) et le Lashkar-e-Tayyiba (Ahl-e Hadith), placés sur la liste des organisations terroristes par le Pakistan en 2002. L'islamisme barelvi prend le tournant de la violence dès les années 1990.

Au terme de cette phase de politisation, le barelvisme est fragmenté en entités variées, « qui vont d'un islam mystique et modéré à l'islamisme le plus intransigent¹⁹ ». Cette diversité explique que le barelvisme n'ait pas de position univoque au sujet du terrorisme.

18. A. Philippon, *Soufisme et politique au Pakistan*, op.cit., p. 95.

19. T. Zarcone, *La Turquie moderne et l'islam*, Paris, Flammarion, 2003, p. 271, cité par A. Philippon, *Soufisme et politique au Pakistan*, ibid., p. 9.

L'ambivalence du barelvisme vis-à-vis du terrorisme

Après 2001, le soufisme est présenté comme un rempart contre l'islam radical et le terrorisme, ce qui bénéficie aux barelvis. Cette tendance atteint néanmoins sa limite avec la montée en puissance du TLP. À partir des années 2000, Pervez Musharraf – à l'origine du concept de « modération éclairée », dans son souci de présenter une image tolérante de l'islam pakistanais – fait appel au référentiel soufi comme idéologie alternative à l'islamisme. L'islam soufi – et les pratiques populaires qui lui sont associées – fait alors l'objet d'un véritable revivalisme. Le soufisme est présenté comme la « matrice de l'identité musulmane du sous-continent²⁰ », à la fois référence identitaire et réminiscence d'une époque mythique pré-confliktuelle.

Un Conseil national pour la promotion du soufisme est créé en 2006 et une stratégie de diffusion du soufisme (au niveau social et politique) est lancée. Cette tendance se poursuit sous Benazir Bhutto (Parti du peuple pakistanais – PPP) : création d'un Conseil consultatif soufi en 2009, organisation de conférences, séminaires, festivals culturels soufis, etc. En parallèle, les soufis et leurs sanctuaires sont de plus en plus régulièrement ciblés par les groupes terroristes, ce qui renforce la perception de l'existence d'un « bon islam soufi » contrastant avec les « courants déviants » vecteurs du terrorisme.

Cette volonté de valoriser le soufisme est soutenue par Washington, comme l'illustrent plusieurs études de *think tanks* américains (RAND en 2003 et 2007, Heritage Foundation en 2009, etc.)²¹. Elle devient même un tropisme global. Les soufis sont invités partout et présentés comme les seuls à pouvoir sauver le monde des formes intolérantes de l'islam²². Rares sont ceux qui se préoccupent des risques de ce nouveau paradigme. Cette promotion du soufisme est nécessairement sélective et en gomme les aspérités, notamment son ambivalence par rapport à la radicalité. De plus, certains y voient une forme de néo-colonialisme, une façon de rendre l'islam inoffensif, et même impuissant.

La promotion du soufisme profite aux barelvis, qui reçoivent enfin reconnaissance et soutien. Pourtant, ils sont loin d'avoir une position

20. A. Philippon, *Soufisme et politique au Pakistan*, op. cit., p. 267-268.

21. T. Ahmad et M. S. Shahid, « Institutionalization of Sufi Islam after 9/11 and Rise of Barelvi Extremism in Pakistan », *Pakistan Journal of Society, Education and Language*, op.cit., p. 38.

22. R. R. Corbett et K. Pratt Ewing (coll.), *Modern Sufis and the State, the Politics of Islam in South Asia and Beyond*, New York, Columbia University Press, 2020.

commune au sujet du terrorisme²³. Le chef du PAT, Tahir-ul-Qadri, qui incarne le barelvisme le plus modéré, est le seul à dénoncer ouvertement les attaques de 2001 et à condamner Al-Qaïda. Il défend ses positions dans une très longue *fatwa* condamnant sans réserve le terrorisme et les attaques-suicides, qui permet au gouvernement de désamorcer des tensions mais renforce la menace pesant sur les barelvis.

Le JUP de Shah Ahmed Noorani adopte, au contraire, une posture radicale après l'intervention américaine en Afghanistan. Il suggère que le gouvernement déclare le djihad contre les États-Unis et l'Occident au lieu de s'allier avec eux contre les talibans²⁴. Pour lui, les attaques sur l'Afghanistan sont une menace sur la communauté musulmane tout entière (*oumma*) et la guerre contre le terrorisme serait en réalité une guerre contre l'islam, rendant le djihad obligatoire pour tous les musulmans pakistanais. Pir Afzal Qadri (Jamaat Ahl-e-Sunnat Pakistan – JASP) critique la sous-traitance de la guerre par l'État pakistanais aux groupes terroristes. Toutefois, il n'en est pas moins hostile au « terrorisme des États-Unis » et considère le djihad contre eux comme légitime. Il craint aussi un effet pervers de l'intervention américaine, qui, au lieu de mettre un terme au terrorisme, pourrait renforcer le soutien apporté aux terroristes dans le monde musulman, avec, à terme, un risque de « talibanisation » des territoires pakistanais. À partir de l'année 2007, cette crainte gagne également l'armée pakistanaise, dont la position ambiguë par rapport aux groupes terroristes deobandis évolue, après l'assaut de la Mosquée rouge à Islamabad et la création du Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP), mouvement des talibans pakistanais.

Un risque de « talibanisation » des territoires pakistanais

À partir de 2011, le PPP met fin au Conseil consultatif soufi. La cause officielle est l'absence de fonds disponibles, mais il est clair que le bilan de l'instrumentalisation du soufisme dans la lutte contre la radicalisation commence à susciter des interrogations, notamment à l'heure de la montée en puissance d'un extrémisme barelvi violent, bientôt incarné par le TLP.

Le TLP, émergence d'un parti barelvi radical et violent

Tout commence avec l'affaire Asia Bibi, paysanne chrétienne arrêtée en 2009²⁵ et condamnée à la peine capitale pour blasphème par la Haute

23. A. Philippon, *Soufisme et politique au Pakistan*, op.cit., p. 266-290.

24. *Ibid.*, p. 272.

25. Asia Bibi aurait bu de l'eau au même verre que d'autres ouvrières agricoles musulmanes, ce qui aurait suscité une dispute lors de laquelle elle aurait mentionné le nom de Mahomet.

Cour de Lahore en 2010. Cette condamnation ouvre un débat sur les lois antiblasphèmes. Des personnalités politiques comme le gouverneur du Pendjab Salman Taseer (PPP) prennent la défense d'Asia Bibi et proposent de réformer ces lois. Cette idée suscite immédiatement la colère des radicaux de tous bords, en particulier chez les barelvis qui s'estiment les champions de la défense de Mahomet. Des savants barelvis émettent des *fatwas* condamnant Taseer à mort. Le 4 janvier 2011, le gouverneur est assassiné en plein Islamabad par son garde du corps barelvi, membre du DI, Mumtaz Qadri. Le ST est soupçonné. Le jugement de condamnation d'Asia Bibi est confirmé en appel par la Haute Cour de Lahore en octobre 2014. Toutefois, la condamnation est finalement invalidée par la Cour suprême en octobre 2018 après un report de jugement en 2016²⁶. Un ultime recours, déposé par des islamistes, est purgé en janvier 2019 et la jeune femme, libérée, quitte le Pakistan pour le Canada en 2019.

En parallèle, à chaque étape du procès de Mumtaz Qadri, de sa condamnation en première instance à son exécution en février 2016, des protestations majeures sont organisées par les groupes radicaux barelvis, avec pour mot d'ordre : « un seul châtiment pour les blasphémateurs, la décapitation ». Des milliers de manifestants se mobilisent dans les grandes villes (Rawalpindi, Karachi, Lahore, etc.), accentuant la pression sur les juges et les politiques. Lors des funérailles de Qadri, une foule de 100 000 personnes se presse autour du corps de celui qui est élevé au rang de martyr.

C'est à l'occasion de cette affaire que naît le TLP : d'abord mouvement de libération de Mumtaz Qadri (Tehreek Rhai Mumtaz Qadri), il devient après la pendaison de Qadri (2016) le Tehreek-e-Labaik Ya Rasool Allah (TLYRA) puis le Tehreek-e-Labbaik Pakistan (TLP)²⁷. Le TLP parvient à mobiliser des foules haineuses autour du blasphème et à faire pression sur le gouvernement. Politiquement, la stratégie du TLP paie puisqu'il se positionne aux élections provinciales de 2018 comme cinquième parti au niveau national, même s'il ne réussit pas réellement à convertir ce succès en sièges (il ne gagne que deux sièges dans la région du Sindh²⁸). Fort de son assise électorale dans la classe moyenne des villes²⁹, le parti fait pression sur le gouvernement à deux occasions : en novembre 2017 lors d'un

26. La Cour Suprême aurait dû se prononcer en 2016, mais l'édiction d'une *fatwa* avant le procès avait alors mis une telle pression sur la Cour que l'un des juges s'était récusé.

27. « Je suis là, Pakistan. »

28. R. Chaudhry, « Mobilising the Bareilvi Vote: Is TLP More Than a One-Hit Wonder? », *Dawn*, 16 août 2018, disponible sur : www.dawn.com.

29. « Pakistan's 11th GE Election 2018: Who Voted for Whom & Why », Gilani Research Foundation, 2018, disponible sur : www.gallup.com (consulté le 27 juin 2021).

nouvel épisode anti-ahmadis³⁰, et lors de la crise diplomatique avec la France en 2020-2021.

Au cours des crises politiques successives suscitées par le TLP, le gouvernement d'Imran Khan donne d'abord l'impression de céder du terrain à ce parti d'extrême-droite. Toutefois, il change radicalement de stratégie après les émeutes d'avril, en plaçant le TLP et ses principaux cadres religieux sur la liste des organisations terroristes pakistanaises, le 15 avril 2021³¹. Cette décision doit sans doute autant à des raisons de politique intérieure qu'au souci de donner des gages au Groupe d'action financière internationale (GAFI), qui avait placé le Pakistan depuis 2018 sur la liste « grise » des pays sous surveillance renforcée en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, dont la décision devait être réévaluée en juin à Paris³².

Au-delà de sa capacité à mobiliser les foules, le TLP apparaît comme l'instigateur de plusieurs attaques ciblées. Rizvi, lors de processions du TLYRA, se présente d'ailleurs comme un « chef de combattants » (« *Ameer-ul-Mudjahidin* »)³³. Outre l'assassinat du gouverneur Taseer, un commerçant ahmadi est assassiné en mars 2016 à Glasgow par Tanveer Qadri, un disciple de Khadim Hussain Rizvi, sur la base d'accusations de blasphème. L'attaque du 25 septembre 2020 à Paris est un autre exemple d'action violente inspirée par le TLP, et qualifiée sans équivoque d'attaque terroriste par la France.

* * *

Le TLP, parti politico-religieux pakistanais ultra-radical qui appelle ouvertement à la violence, apparaît comme l'ultime évolution d'un courant soufi à l'origine apolitique et non violent. Le barelvisme, présenté comme l'antidote au terrorisme dans les années 2000, a fini par engendrer un monstre. Ce courant religieux, né dans un contexte réformiste, suit en cela une évolution assez similaire à celle de ses rivaux (deobandi et Ahl-e-hadith) au Pakistan. Dans un premier temps, ces mouvements conçoivent des projets politico-religieux et créent des partis pour les

30. Le TLP s'oppose à un projet de loi modifiant la profession de foi des candidats aux élections, qui aurait permis aux ahmadis d'accéder aux mandats électoraux. Il obtient la démission du ministre de la Justice, à l'origine de ce projet, après un *sit-in* de trois semaines qui suscite de violents affrontements avec la police d'Islamabad et fait plusieurs morts.

31. Liste disponible sur : www.nacta.gov.pk (consulté le 26 juin 2021).

32. Le Pakistan espérait un retrait de la liste « grise » du GAFI. Cette organisation internationale l'y a maintenu en juin 2021, lors de sa plénière à Paris. Le placement d'un pays sur cette liste a des conséquences importantes en termes d'aide financière internationale.

33. M. S. Shahid, T. Ahmad, « Institutionalization of Sufi Islam after 9/11 and Rise of Barelvi Extremism in Pakistan » in *Pakistan Journal of Society, Education and Language*, *op.cit.*, p. 47.

mettre en œuvre. Doués pour mobiliser les masses, ils sont suffisamment puissants pour peser politiquement et pour offrir un réservoir de voix aux partis traditionnels. Ils peinent toutefois à convertir cette popularité en succès politique d'ampleur. La frange la plus radicale de ces mouvements est alors instrumentalisée par le pouvoir en place et finit par échapper au contrôle de celui-ci.

La menace qu'incarne l'extrémisme violent barelvi s'est matérialisée par des actions dans trois pays – Pakistan, Royaume-Uni et France –, menées au nom de la défense du Prophète et dont les auteurs, Mumtaz Qadri, Tanveer Qadri et Zaheer Hassan Mahmoud, font l'objet d'une véritable glorification. Cette menace doit donc être prise au sérieux, et ne disparaît pas avec le placement par le Pakistan du TLP sur la liste des organisations terroristes.



Mots clés

Barelvisme
Soufisme
Terrorisme
Pakistan